volontaires !

n° 4

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE - JANVIER 2005

Photo : Olivier Clément

afev

le volontariat étudiant de solidarité

L'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'Afev en 2005, ce sont 5 000 volontaires, accompagnant 9 000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier… Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.

CONDAMNÉS… À RECRUTER DES BÉNÉVOLES *(p. 2)*
À Nancy, l'Afev accueille des personnes devant effectuer un travail d'intérêt général (TIG).

ANDRÉ ROSSINOT *(p. 2)*
Interview du maire et président de la communauté urbaine de Nancy.

OBJECTIF EUROPE *(p. 3)*
Des jeunes de la mission locale de Dunkerque et des étudiants de l'Afev visitent le Parlement européen. Reportage.

DANIEL PERCHERON *(p. 3)*
Interview du président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'AFEV *(p. 4-5)*
Étudiants, salariés et partenaires de l'association se sont réunis fin août à Toulouse. Débats animés.

LES RAISONS D'UN ENGAGEMENT *(p. 5)*
Une étude pour mieux connaître les motivations et les objectifs de ceux qui s'investissent à l'Afev.

FRANÇOIS FILLON *(p. 6)*
Interview du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ÉTUDIANTES VOLONTAIRES *(p. 8)*
Autoportraits de deux nouvelles représentantes des étudiants au conseil d'administration de l'Afev.

ÉDITORIAL

Une année pour l'avenir

Par Nicolas Delesque, secrétaire général de l'Afev

L'année 2004 s'est enfuie, année électorale qui a tour à tour interrogé l'action du gouvernement, l'action des collectivités territoriales et l'avenir de l'Europe. Cette succession de rendez-vous politiques et civiques a permis beaucoup de débats sur des thèmes importants pour le futur de notre pays. Les citoyens, et en particuliers les jeunes, ne s'y sont pas trompés en votant plus massivement que lors des élections précédentes et en interrompant la spirale négative de l'abstention qui semblait inéluctable.

Beaucoup de causes ont été avancées pour expliquer ce phénomène d'autant plus remarquable que pour les deux principaux scrutins – élections régionales et européennes – les modalités étaient nouvelles et pas des plus faciles à comprendre. Mais l'explication est peut-être très simple : contrairement aux élections de 2002, nous avons pu parler de sujets qui intéressent nos concitoyens : l'éducation et la formation plutôt que la sécurité, la solidarité plutôt que la compétitivité, l'organisation de nos territoires et la place de l'État plutôt que le déclin supposé de notre société, et enfin l'avenir avec la construction européenne et ses nouvelles frontières plutôt que la concurrence économique face aux pays émergents.

Pendant cette période, l'Afev a essayé de participer à ce grand débat national à son niveau, dans son champ qu'est l'éducation populaire. Au lendemain des élections régionales et cantonales, nous nous sommes adressés aux nouveaux élus pour leur faire connaître notre association mais surtout notre projet, pour leur montrer que la jeunesse de leur territoire est une ressource sur laquelle ils peuvent s'appuyer. Associer celle-ci aux actions des puissances publiques, c'est tisser un contrat citoyen avec ceux qui représentent l'avenir.

Avant les élections européennes, nous avons organisé au moment de l'élargissement de l'Union la venue de jeunes des dix pays candidats pour qu'ils puissent expliquer aux jeunes de France les attentes qu'ils avaient vis-à-vis de l'Europe (cf. p. 7). Ces débats ont permis de confronter nos idées, nos appréhensions, et d'essayer de comprendre les points de vue de chacun dans une perspective européenne.

Cette démarche, nous allons la poursuivre, sereinement, sans ces échéances électorales qui parfois raccourcissent les débats, mais de façon toujours aussi volontariste.

La ville de Rennes a rejoint les collectivités partenaires de notre association, d'autres sont sur le point de le faire. Des partenariats nouveaux ont été conclus avec la Conférence des présidents d'université (CPU), l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme…

Comme vous le voyez, l'année 2005 devrait encore être riche en projets de solidarité, riche en engagements bénévoles de jeunes. Et pour faire connaître tout cela, nous préparons déjà la troisième édition de notre campagne d'avril menée sous l'égide de l'ONU et de son Global Youth Service Day : les "Solidaires en Actions". Mais ceci est une autre histoire : rendez-vous au printemps. ■

Ce journal est publié en partenariat avec les ministères de la Jeunesse et de l'Éducation nationale.

ACTION

Condamnés… à recruter des étudiants bénévoles

À Nancy, l'Afev accueille des personnes condamnées par le tribunal correctionnel à effectuer un travail d'intérêt général. Un moyen pour elles d'échapper à une peine plus lourde. Et parfois, dans le meilleur des cas, de découvrir le monde étudiant et la vie associative.

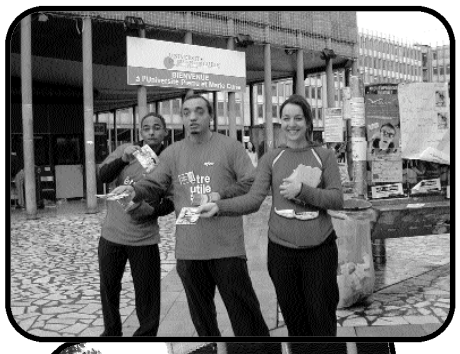
Donner un coup de pouce à une association ou une collectivité locale au lieu de payer une amende ou de croupir en prison ? C'est le principe du travail d'intérêt général (TIG), que peuvent prononcer les juges en cas de délit. Depuis trois ans, l'Afev de Nancy est devenue structure d'accueil pour les condamnés relevant de ce type de peine. *« On a contacté les services pénitentiaires d'insertion et de probation (Spip),* explique Alexandre Geny, responsable de l'association. *On leur a expliqué comment on fonctionnait et quels étaient nos besoins : un travail de recrutement des étudiants, de tractage, de réponse aux courriers et au téléphone, de classement… »* L'Afev a ainsi accueilli une dizaine de personnes condamnées, chacune ayant à faire de 50 à 200 heures de TIG. *« Les Spip s'arrangent pour trouver des gens plutôt jeunes, qui ont un contact plus facile avec notre public. On a souvent des personnes en recherche d'emploi, ou des étudiants de tous niveaux : élèves-ingénieurs, élèves de CAP… C'est toujours intéressant, car on rencontre des personnes avec une histoire particulière. Ça nous change un peu de milieu. »*

« Ne pas réduire les gens à leur condamnation »

À première vue, travailler avec des condamnés n'est pas forcément évident – contrairement aux bénévoles ou aux salariés de l'association, ils n'ont pas demandé à être là. *« Mais ça s'est toujours bien passé,* précise Alexandre. *Par principe, je ne leur demande jamais pourquoi ils sont condamnés. Il est arrivé qu'ils nous le disent d'eux-mêmes, mais il ne faut pas réduire les gens à leur condamnation. Je dis aux partenaires que ce sont des stagiaires, et c'est tout. »*

Les éventuels problèmes de retards ou d'absences sont gérés par le Spip, ce qui évite à l'association de devoir jouer le garde-chiourme. Et de se concentrer sur ses activités. *« Certains refusent leur condamnation, considérant qu'ils ne sont pas responsables ou que la peine est disproportionnée… On discute avec eux, mais ce n'est pas notre rôle et on le leur fait bien comprendre. En revanche, c'est intéressant quand ils arrivent à comprendre le projet de l'association. Avec quelques-uns d'entre eux, on a eu parfois des contacts par la suite. Je pense notamment à un étudiant qui est repassé nous filer un bon coup de main pour les Solidaires en Actions, et pour encadrer bénévolement les jeunes de l'Eurotour. »*

Reste qu'il est quand même difficile d'établir de tels liens avec des personnes qui – ça peut se comprendre – n'aspirent le plus souvent qu'à se débarrasser au plus vite de leur TIG… même s'il pourrait être intéressant de tirer parti de cette expérience, par exemple, pour monter des projets autour des questions pénales en direction des enfants suivis par l'Afev. *« C'est quelque chose auquel on pourrait réfléchir en amont avec le Spip »,* suggère Alexandre. ■



Diffusion de tracts dans les facs ou les restos U, recrutement d'étudiants bénévoles… autant d'actions menées par les salariés et les volontaires de l'Afev (ici, à Paris), parfois aidés par des condamnés à un TIG.

MARC, UN T.I.G. À L'AFEV

« Quand j'ai été condamné, j'ai demandé à faire un TIG pour ne pas avoir d'amende. Sinon, j'aurais dû revendre ma voiture. Avant d'arriver à l'Afev, j'avais déjà fait 46 heures sur mes 120, et on m'avait donné le choix entre la commune, une MJC ou une association. La personne qui s'occupait de moi m'a dit "Ici, tu seras bien". Alors j'ai distribué des tracts pour recruter les étudiants, j'en ai glissé sous les portes de la cité U, j'ai mis de grandes affiches dans les halls d'entrée, j'ai fait les restos U. Et j'ai appris à découvrir ce que faisaient les étudiants. Certains ne travaillent que dix heures par semaine, c'est vraiment très peu ! Tout le monde peut entrer et sortir de la fac quand ils veulent, fumer dans les couloirs, aller à la cantine ou non… Et puis il y a des étudiants qui donnent de leur temps libre à l'Afev, une heure ou deux par semaine c'est pas grand-chose mais c'est bien qu'ils fassent ça. Moi, j'ai fait un CAP, et presque tous les gens de mon âge que je connais, ils ont fait un CAP. Aujourd'hui, pour la première fois j'ai pu discuter avec des étudiants. Après mon TIG, je vais chercher du travail. Avec le responsable de l'Afev on a remis à jour mon CV, je l'ai donné à l'ANPE et j'ai déjà répondu à beaucoup d'offres. Je cherche un emploi de magasinier-cariste, ou d'horticulteur dans les espaces verts. »

ANDRÉ ROSSINOT, MAIRE DE NANCY, PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND NANCY

« L'engagement étudiant, un enjeu fondamental »

Quelle est la place des étudiants dans l'agglomération nancéienne ?

Avec dix étudiants pour cent habitants, Nancy est la cinquième ville de France en densité universitaire. Les 45 000 étudiants formés chaque année à Nancy représentent les futurs acteurs locaux qui permettront, avec leur savoir-faire, leurs connaissances et leur sensibilité, à la collectivité de progresser et d'innover. Mais c'est aussi un vivier exceptionnel de citoyens disponibles, volontaires, engagés dans les débats et les projets à l'échelle de la ville et des quartiers.

En qualité de maire de la ville de Nancy et président de la communauté urbaine, je veille en particulier à ce que les étudiants engagés dans le monde associatif trouvent toute leur place dans le fonctionnement des institutions locales et les espaces de dialogue. La population étudiante est très présente sur la scène publique nancéienne. On compte plus de 58 associations aux objets très divers, notamment regroupées dans la Fédération des étudiants nancéiens (FEDEN), et représentant 25 000 étudiants. L'enjeu étant pour moi également de les encourager à être des partenaires actifs de la vie de la cité.

Y a-t-il des politiques publiques spécifiques visant à favoriser l'engagement des étudiants dans l'agglomération ?

Ville de Nancy

La ville de Nancy et la communauté urbaine ont une politique forte de dialogue et de soutien aux associations étudiantes par le biais de conventions de partenariat avec la FEDEN. Cette fédération joue un rôle important d'interface entre les étudiants et les institutions, comme la ville de Nancy et la communauté urbaine, en participant à de nombreuses commissions et instances de dialogue, en soutenant les projets des étudiants dans les domaines de l'accueil des étudiants étrangers, de la culture et de la solidarité.

Les collectivités ont compris qu'il ne fallait pas seulement favoriser mais aussi susciter l'engagement des étudiants, et ce y compris dans le cadre de leur formation. Les enjeux de cet engagement de l'étudiant sont fondamentaux pour l'avenir d'une agglomération, ils fondent véritablement des politiques publiques ambitieuses.

Ainsi, pour que les étudiants se saisissent des problématiques de développement local, et contribuent à leur niveau à des solutions durables, la ville de Nancy et la communauté urbaine ont cherché à créer des synergies entre acteurs locaux, dont les établissements d'enseignement supérieur.

Elles ont, en quelque sorte, institué cette démarche en ouvrant un espace de dialogue appelé "l'École de la ville", destiné à mettre les partenaires locaux en situation de proposer des solutions innovantes à des problèmes bien réels qui se posent pour le développement urbain nancéien.

Y a-t-il une spécificité de l'engagement étudiant en direction des populations en difficulté ? Qu'apporte-t-il ? Peut-on en mesurer l'impact ?

La solidarité est un principe cardinal de la vie en collectivité. Même si les pouvoirs publics l'organisent et la mettent en œuvre, chaque citoyen reste dépositaire de cette obligation envers l'autre qui doit nous conduire à porter assistance à nos prochains en difficulté. À Nancy, de nombreux étudiants l'ont compris, restent disponibles et s'engagent.

Je le constate à travers la mise en œuvre des politiques de développement social des quartiers : cet engagement est essentiel. Relayé par les associations et par l'Afev en particulier, très présente à Nancy, il se concrétise par une implication importante d'étudiants dans des actions de soutien scolaire, de lutte contre l'illettrisme et d'aide aux populations en difficulté dans les démarches de la vie quotidienne.

L'impact de cet engagement, nous le ressentons à travers le dispositif du contrat de ville. Ces actions correspondent en effet aux objectifs de développement social des quartiers fixés par l'État, la communauté urbaine, les communes.

Sur la base de propositions des associations, travaillées avec les chefs de projet chargés de rechercher des synergies et d'impulser des projets cohérents avec les priorités des quartiers, elles font l'objet de cofinancements publics. ■

DANIEL PERCHERON, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DU NORD-PAS-DE-CALAIS

« Associer progrès économique et justice sociale »

Quels sont les liens entre la région et l'université ?

Ces liens sont multiples et anciens. Le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche est une préoccupation essentielle de la région, même si ce domaine ne figure pas au titre des compétences de celle-ci. L'université reste, en effet, une responsabilité pleine et entière de l'État.
La région a cependant fortement contribué à la création des deux universités nouvelles il y a une dizaine d'années. Elle a agi avec une très grande détermination pour obtenir ces créations. Une fois nées, elle les a aidées par un apport financier considérable. Désormais, 150 000 étudiants peuvent bénéficier des structures et filières qui répondent à leurs besoins et à leurs souhaits.
La région continue, depuis lors, d'être aux côtés des universités. Son action de soutien à la recherche et aux activités d'avenir vise au développement des équipes d'excellence, qui constituent nos laboratoires. Nous poursuivrons cet effort.

Comment la région contribue-t-elle au développement des actions de solidarité des jeunes, et en particulier des étudiants ?

Les étudiants, comme les autres jeunes, ont la possibilité de bénéficier des actions de solidarité internationale que développe la région.
Les initiatives sont nombreuses :
– les concours jeunes "Devenons citoyens de la planète" et "Jeunes et Solidarité Internationale",
– les bourses de stage dans nos zones de coopération,
– notre action pour le commerce éthique et le commerce équitable…
La réflexion se poursuit avec les partenaires de la solidarité internationale pour envisager de nouvelles formes d'action.
Mais la première obligation de la région est d'abord de donner toutes leurs chances aux jeunes de poursuivre des études. La région y apporte sa part, en accordant la gratuité du TER aux étudiants boursiers et la demi-gratuité pour les autres.

Quel message avez-vous envie de faire passer aux étudiants de l'Afev ?

Le Nord-Pas-de-Calais dispose d'immenses atouts : sa jeunesse, la plus nombreuse de France, avançant rapidement vers l'horizon de la formation, de la qualification professionnelle rattrapant nos retards historiques dûs à l'industrialisation. Notre espace, longtemps confisqué par l'industrie lourde, désormais ouvert aux échanges de l'Europe du Nord-Ouest, puissante, prospère, créative. Notre cohésion sociale exemplaire qui a permis de résister à tous les assauts des crises conjuguées et qui nous garantit la conquête de la modernité. Notre volonté d'associer, de la nation à la commune, progrès économique et justice sociale pour que les jeunes, et toutes les générations, en bénéficient. ■

© Nord-Pas-de-Calais

REPORTAGE

Objectif Europe

Texte et photo : Sophie Caillat

Quelques jours avant les élections européennes de juin dernier, huit volontaires dunkerquois de l'Afev sont partis visiter le Parlement à Bruxelles, puis le musée de la BD, avec des jeunes de la mission locale et d'une maison de quartier. Éducation civique et découverte d'un patrimoine commun.

7 h 30 devant la Maison du développement économique de Dunkerque : quarante jeunes et leurs accompagnateurs se sont donné un rendez-vous matinal, pour passer à Bruxelles une longue et dense journée. *« C'est des moments comme celui-là qui font le lien entre les étudiants »,* confie Karima Mahroug, chargée de développement local à l'Afev, venue avec huit volontaires (dont un seul garçon !). Ce 9 juin 2004, à quatre jours des élections européennes, de jeunes Dunkerquois issus de milieux différents ont rendez-vous avec l'Europe, sous une forme concrète : son Parlement.

À l'initiative de la sortie, le service jeunesse de la ville de Dunkerque et les missions locales (5 500 jeunes suivis), qui ont invité les jeunes de l'Afev à se joindre aux leurs. *« Au lendemain du 21 avril 2002, on avait trouvé ça fort de café de voir la jeunesse manifester contre Le Pen alors qu'elle n'était pas allée voter au premier tour »,* se souvient Vincent Plovier, directeur de la mission locale de l'agglomération dunkerquoise. Vient alors l'idée d'une grande campagne destinée à faire baisser l'abstentionnisme des jeunes. Après des encouragements à l'inscription sur les listes, des rencontres avec les élus, la visite de l'Assemblée nationale française et du Parlement européen à Bruxelles devaient rapprocher les jeunes de ces institutions. Et puis, mélanger une vingtaine de jeunes des missions locales, une douzaine de plus jeunes – dont des mineurs – issus d'une maison de quartier et les étudiants volontaires est forcément une expérience de mixité intéressante pour l'Afev.

Pas si compliquée que ça, l'Union…

Au bout de deux heures de route, le car aborde la capitale européenne. Avant de descendre du bus, Vincent Plovier lance : *« J'imagine qu'ici, il n'y a que des gens qui vont s'exprimer dimanche… ce serait vous insulter que d'imaginer le contraire. »*

Dans les luxueuses allées du Parlement européen flambant neuf, des stylos, post-it, bloc-notes et brochures à l'effigie de l'Union sont à disposition du public. Premier contact avec l'institution : il y a des moyens… Puis un ancien diplomate, Jean-Claude Thomas, emmène le groupe dans une salle pour un échange de vues autour du concept et de la réalité de l'Europe.

« Je vais essayer de vous montrer que l'Union n'est pas aussi compliquée que cela. […] *On reproche parfois à l'Europe d'être trop libérale »,* commence le conférencier. Dans l'assistance, la réaction ne se fait pas attendre : *« Ça veut dire quoi libéral ? » « Très bonne question »,* se réjouit M. Thomas. Le débat s'engage dans un bon esprit, et les jeunes n'hésitent pas à dire ce qu'ils croient savoir. *« Il paraît que la Turquie ne peut pas entrer dans l'Europe parce qu'elle est musulmane… »,* lance une jeune fille. L'intervenant s'empare de la remarque pour entamer un débat sur les limites de l'Europe. Après une heure et demi d'attention, tous brûlent de voir l'hémicycle. Les quelques minutes passées dans le lieu – qui, depuis, a accueilli les 732 parlementaires nouvellement élus dans les 25 pays – sont unanimement jugées trop courtes. *« On aurait voulu voir comment ça marche concrètement avec tous ces députés »,* s'exclame Lætitia, une volontaire de l'Afev.

Petit sondage après la visite du Parlement : *« Avez-vous désormais plus envie d'aller voter dimanche ? »* Non, répondent la plupart des jeunes, pas inscrits ou pas intéressés par la politique… hormis quelques-uns qui iront, par devoir. Cette visite est surtout censée générer chez eux, et par voie de conséquence chez leur entourage, un doux intérêt pour des institutions plus familières. Comme le dit Karima Mahroug : *« On espère que les volontaires qui sont du voyage transmettront ce qu'ils ont appris sur l'Europe aux plus jeunes. »*

L'après-midi s'est voulue plus ludique avec la visite du musée de la bande dessinée, patrimoine belge et européen. L'occasion de valoriser le savoir de jeunes qui croient trop souvent que la réussite ne passe que par le scolaire. *« Ça leur a montré qu'ils savent en fait plus de choses qu'ils ne le croient parfois »,* se félicite Laura, une accompagnatrice *« personnellement inculte en BD ».*

Pour les quelques heures de libres dans la capitale belge, les groupes d'origine se reconstituent naturellement, et chacun part faire du shopping, visiter des monuments ou s'attabler à une terrasse. Au final, *« il n'y aura pas eu* une *jeunesse dunkerquoise qui s'est déplacée à Bruxelles mais* des *jeunesses, qui n'ont pas toutes la même vision de la vie »,* estime Romain, animateur du pôle citoyenneté des missions locales de Dunkerque. Chacun s'accorde à dire qu'une journée, c'est trop peu pour décloisonner ces différentes jeunesses. Il en faudra un peu plus, aussi, pour réconcilier les jeunes avec les élections. ■

L'AFEV DUNKERQUE : PRIORITÉ À LA CITOYENNETÉ

À Dunkerque, l'Afev a mis un accent tout particulier sur la citoyenneté – *« la transversale de toutes nos actions »,* comme l'explique Karima Mahroug, chargée de développement local. Pour la première fois cette année, des jeunes de l'Afev ont accompagné d'autres jeunes en insertion suivis par la mission locale. Réussie, l'expérience sera renouvelée l'an prochain.

La ville a organisé en mai 2004, en partenariat avec l'Afev, la communauté urbaine, l'INJEP et le ministère de la Jeunesse et des Sports, une rencontre "Participation des jeunes à la vie de la Cité", pendant laquelle 90 volontaires ont pris part à des débats de qualité avec des acteurs nationaux – politiques, associations, chercheurs, journalistes… Enfin, l'Afev a lancé à Dunkerque un concept inédit, né d'un partenariat fructueux avec la commune : l'"Observatoire de l'engagement des jeunes". Autour d'une même table, associations et acteurs publics veillent à proposer aux jeunes une palette d'outils correspondant à leurs attentes, dans le but de favoriser leur engagement dans la Cité.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Étudiants, salariés et partenaires en débat

Parmi tous les sujets abordés fin août à Toulouse lors de la première université d'été de l'Afev, deux ont suscité un intérêt particulièrement vif et provoqué des débats animés. Magalie Berenguer et Anne-France Argans en dressent ici la synthèse.

DR

École et mobilité sociale

« À l'école et hors l'école, le travail associatif est-il un plus pour la mobilité sociale ? » Débats, réflexions et propositions.

Pour ouvrir l'atelier, plusieurs intervenants ont fait le point sur les différents aspects des problèmes rencontrés par les enfants en difficulté scolaire.

Philippe Jacqué, journaliste au *Monde de l'éducation,* a proposé une réflexion sur les zones d'éducation prioritaires (ZEP). Vingt ans après leur création, on constate que les résultats ne sont pas ceux qui étaient espérés puisque le niveau scolaire est de dix points inférieur à celui enregistré dans les établissements dits "normaux". Selon le journaliste, il faudrait mettre en place des équipes psychologiques et médicales prenant en charge une fois par semaine les enfants en difficulté, afin de donner un second souffle à ces zones qui tournent en rond.

Une seule solution : remonter ses manches.

Marie-Thérèse Geoffroy, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), a proposé, quant à elle, une réflexion sur la mixité et la ségrégation sociales. Il est, par exemple, difficile pour des parents illettrés de faire face à la scolarisation de leurs enfants, de les aider dans leur apprentissage de l'écrit. Il est donc nécessaire de mettre en commun les actions à l'intérieur et à l'extérieur de l'école afin d'aider à la fois les enfants et les parents. Les associations ont alors un grand rôle à jouer et pourraient être le lieu de la mixité sociale.

Dernier intervenant, Francis Oudot, président de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (Andev), s'est demandé comment un système scolaire basé sur des objectifs difficiles à remplir pourrait vaincre les inégalités. On ne doit pas amener l'école à dépasser ses fonctions. De plus, lutter contre l'absence de mixité sociale est une douce utopie, selon Francis Oudot, car la société accroît les facteurs de concentration et il est irréaliste de croire que l'école serait capable de contrer ce phénomène. C'est à la société civile d'intervenir. Enfin, en ce qui concerne l'aide aux devoirs et le soutien scolaire, c'est à l'école de s'en charger et non aux associations. Cependant, tout cela n'est que théorie. Quand on se trouve dans une école ou dans un quartier en difficulté, il est impossible de se renvoyer les responsabilités. Il n'y a qu'une seule solution : remonter ses manches. Et les associations telles que l'Afev permettent de faire fonctionner le concept général d'éducation en France.

En conclusion de ce débat, on peut établir trois points. Tout d'abord, la mixité sociale n'est pas un problème général mais une série de cas particuliers, et la multitude d'associations différentes permettent de répondre à des demandes variées et de trouver des solutions ainsi que des aides adaptées.

Ensuite, les zones en difficulté scolaire ne bénéficient pas d'une bonne image, et l'Afev peut permettre de changer cette vision en mettant des jeunes en échec scolaire en contact avec des jeunes en voie de réussite.

Enfin, il faut permettre aux enfants d'aller en dehors de leur quartier, de connaître d'autres personnes. ■

DR

Anne Korobelnik, présidente de l'Afev, et Christophe Paris, directeur de l'association.

Les entreprises privées, les associations et l'utilité sociale

« Comment le secteur de l'économie sociale et solidaire, les pouvoirs publics et les entreprises contribuent-ils à redéfinir la notion d'utilité sociale ? » Petit compte rendu d'un débat sur une vaste question.

Généralement peu abordée par l'Afev, la question de l'utilité sociale a fait l'objet d'un vif débat à la tribune. Mêlant à la fois craintes et espoirs, elle a révélé la complexité de l'entrée du secteur marchand dans l'économie sociale et solidaire.

Quoique de plus en plus courantes, ces quelques notions sont encore mal connues du public. Apparue avec la création des associations, coopératives et mutuelles, l'économie sociale et solidaire offre une alternative à l'économie dite "classique". Ces trois acteurs, généralement soutenus financièrement par les pouvoirs publics, ne recherchent pas le profit mais tentent uniquement de satisfaire leurs adhérents.

Aujourd'hui, la crise de l'État providence et les conséquences de la mondialisation obligent ces organismes à trouver d'autres sources de financement, notamment auprès du secteur marchand. Comment alors les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les pouvoirs publics mais aussi les entreprises privées peuvent-ils ensemble redéfinir cette notion d'utilité sociale ? Comment conjuguer leurs interactions ?

La première difficulté, semble-t-il, consisterait à définir l'utilité sociale d'une organisation. En effet, une structure de l'économie sociale et solidaire n'est pas forcément en elle-même d'utilité sociale. Pour Naïri Nahapétian, journaliste à *Alternatives économiques,* l'utilité sociale ne peut pas être définie selon des critères normés et rigides. *« Un travail partenarial entre associations et pouvoirs publics par exemple, ou entre associations et entreprises privées, devrait permettre de codéfinir directement sur le terrain l'utilité sociale au cas par cas. »*

Alibi marketing ou intérêts bien compris ?

Un travail partenarial que la Fnac et l'Afev ont par exemple choisi de développer pour la prévention de l'illettrisme. Bien plus qu'une simple aide financière, ce partenariat représente un réel engagement pour la Fnac, qui souhaite accompagner l'association dans la durée : *« L'Afev est un véritable repère pour nous, un phare,* affirme Gilles Legendre, directeur de la communication à la Fnac. *L'histoire sera longue. »*

Mais quelles sont les finalités réelles d'un tel partenariat ? Pourquoi des entreprises privées décident-elles parfois de s'engager dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ? *« L'utilité sociale permet à une entreprise capitaliste de vendre davantage,* affirme Jérémie Pontonnier, chargé de mission à la Mutualité française. *Pourquoi la Fnac a-t-elle choisi de lutter contre l'illettrisme ? Peut-être pour toucher par la suite un public plus large, et vendre davantage ses produits… »* Faux, répond-on à la Fnac : *« Ce ne sont pas ce genre de partenariats qui vont nous permettre de vendre plus, et nous n'en attendons aucune retombée économique. »* Il semblerait en effet que les bénéfices d'un tel engagement soient plutôt d'ordre interne, puisqu'il contribue notamment à renforcer la cohésion du corps social de l'entreprise : *« À travers notre action contre l'illettrisme, nous rendons service, mais nous nous rendons également service à nous,* explique Gilles Legendre. *Il y a une utilité interne à l'entreprise, et il faut le reconnaître. Mais ce partenariat ne constitue en aucun cas un alibi. »*

Au public alors de rentrer dans ce débat de plus en plus animé : *« Le secteur marchand et celui de l'économie sociale et solidaire sont très différents,* explique un salarié de l'Afev, *et nous n'avons évidemment pas les mêmes objectifs. Mais l'important est d'essayer de se comprendre, pour construire ensemble quelque chose de correct. »* L'intérêt serait alors par exemple *« d'expliquer aux entreprises en quoi consiste l'éducation populaire, et inversement d'avoir des entreprises qui pourraient intervenir auprès d'associations ».* Pour d'autres, le vrai problème réside dans le choix des partenariats : *« Ce qui est important, c'est de savoir quels sont les partenariats qui peuvent être mis en place, et surtout comment on les explique. Certains sont très choquants, et on ne s'y retrouve plus ! »*

DR

Le risque de l'instrumentalisation des associations par leurs financeurs sera enfin abordé par Denis Colongo, secrétaire général de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Rhône-Alpes. *« Face à la baisse des crédits des pouvoirs publics, les associations doivent trouver d'autres ressources pour continuer d'agir. Mais lorsqu'une association fait appel au secteur marchand, n'y a-t-il pas un risque que celle-ci se face instrumentaliser par l'entreprise ? » « Bien au contraire,* répond Naïri Nahapétian, *puisque le fait de recevoir des financements à la fois publics et privés garantit davantage d'autonomie aux associations. »*

Très propice aux controverses, ce débat aura été l'objet d'une longue discussion, poursuivie et approfondie ensuite au cours d'un atelier de réflexion. *« Ce sujet méritait d'être abordé plus profondément par l'association,* affirme Jérôme Sturla, délégué régional de l'Afev Sud-Est, *et nous sommes de plus en plus concernés par la question. »* Un débat d'autant plus bénéfique que, selon Denis Colongo, *« l'économie sociale et solidaire est au mieux mal connue. Au pire, elle ne l'est pas du tout ».* ■

TOULOUSE-LE MIRAIL ACCUEILLE LA PREMIÈRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'AFEV

L'Afev a réuni sa première université d'été du 25 au 27 août 2004 pour réfléchir et échanger sur la question de l'utilité sociale dans nos sociétés contemporaines.

Dans les locaux de l'université Toulouse-2, au cœur du quartier du Mirail, ces rencontres se sont déroulées sous le signe de l'ouverture de l'Université vers la Cité et ses problématiques sociales : l'implication de la jeunesse dans les quartiers défavorisés, la création du lien social, la citoyenneté, le développement local…

Cette université d'été a réuni 250 participants, parmi lesquels des étudiants bénévoles, des salariés de l'Afev, des représentants de collectivités territoriales, de services de l'État, des entreprises et des associations.

DR

Rencontres, débats et détente : fin août 2004, 250 étudiants, partenaires et salariés de l'Afev se sont retrouvés sur le campus du Mirail à Toulouse.

ENQUÊTE

Être bénévole à l'Afev : les raisons d'un engagement

Afin de mieux connaître les motivations et les objectifs de ceux qui s'y investissent, l'Afev a coproduit une étude avec le cabinet Trajectoires-Reflex à partir d'une enquête conduite auprès de ses salariés, d'étudiants volontaires et de quelques élus. Pascal Bavoux, sociologue et directeur de Trajectoires-Reflex, a livré ses premiers résultats aux participants de l'université d'été de l'association. Où l'on apprend que 93 % des bénévoles de l'Afev s'y sentent utiles.

« Alors que l'opinion publique porte un discours dévalorisant sur la jeunesse (apathique, égoïste…), l'Afev en révèle une tout autre image. Elle mobilise en effet près de 5 000 étudiants bénévoles qui s'investissent fortement auprès d'enfants, de jeunes en difficulté : 94 % y consacrent de 1 à 4 heures par semaine ! Des salariés s'impliquent également, ainsi que de nombreux partenaires : enseignants, travailleurs sociaux, responsables associatifs, élus…

Ceux qui s'engagent à l'Afev sont d'abord des jeunes déjà investis dans des projets collectifs. La moitié des étudiants et des salariés ont été délégués de classe. 80 % des salariés et 40 % des étudiants faisaient partie d'associations (humanitaires ou socioculturelles, surtout). Leurs expériences antérieures influencent clairement leur capacité d'engagement. Ce que confirme le fait que plus on a été délégué de classe ou membre d'associations, et plus on a déjà pratiqué des activités bénévoles. Mais l'Afev constitue aussi, et de plus en plus, une première expérience associative ou de bénévolat pour 60 % des étudiants. Première expérience dont on présuppose déjà les retombées en termes d'investissement civil. Expérimentés ou non, ce sont en tout cas des étudiants qui participent plus que la moyenne à la vie citoyenne : 88 % sont inscrits sur les listes électorales, 84 % ont voté aux élections présidentielles, et 77 % aux régionales.

Le sociologue Pascal Bavoux.

Les étudiants s'engagent plus en tant que personne qu'au service d'une cause collective. 6 % seulement se sentent "militants", 61 % "bénévoles" et 33 % "volontaires". Ils privilégient l'investissement dans une association pour mener des actions en accord avec leurs idées (62 %), plutôt que dans un parti politique (10 %). C'est un engagement où rien ne peut être délégué : 85 % d'entre eux ne souhaitent pas s'investir dans le conseil d'administration de l'association.

Développer la solidarité et lutter contre les inégalités

Les étudiants s'engagent pour être utiles à la société, plus que pour la changer. Pour cela, ils privilégient l'action en direction des publics fragilisés, comme une réponse aux enjeux qu'ils identifient pour notre société : la lutte contre les inégalités, et le développement de la solidarité (69 %). On est bien dans une configuration de méfiance face au discours, et d'exigence par rapport à l'action, plus prometteuse en termes de changement. En proposant un espace d'action vers les publics fragilisés, l'Afev répond aux souhaits des étudiants : 92 % d'entre eux en sont satisfaits, 93 % s'y sentent utiles. » ■

POINT DE VUE

Sous l'œil acéré de Luc Carton

Philosophe et sociologue engagé, chargé de recherche à la Fondation Travail-Université, Luc Carton a accepté de poser son regard, deux jours durant, sur les débats et les participants de l'université d'été de l'Afev. Invité à intervenir lors de la séance de clôture, ce spécialiste de la ville et de l'humain a distillé ses observations et réflexions dans un discours plein d'acuité et d'humour. En voici quelques extraits.

« On m'a demandé d'être ici un regard étranger, un spectateur privilégié de cette université d'été. Étranger, je le suis triplement. En tant qu'homme d'abord, car il y a surtout des femmes ici. En tant que Belge ensuite. En tant que philosophe enfin. Un regard étranger, donc, sur une association étrange.

J'arrive sur ce campus jeudi matin. Choc. Je découvre l'affiche identitaire de l'Afev : "Être utile contre les inégalités". J'ai failli faire demi-tour. Car dans ma culture, c'est tout juste l'inverse : "Être inutile pour l'égalité". L'affiche me révolte donc, je pense être tombé dans un mouvement de droite – Carrefour, Leclerc, c'est *utile*… mais contre les inégalités, il faut lutter !

Or, en deux jours, vous m'avez profondément changé. Car mes grands mots n'ont accouché que de petites choses et, à l'inverse, vos petits mots accouchent de grandes choses. C'est un peu angélique, mais c'est une belle découverte.

L'étude de Trajectoires-Reflex est pleine d'enseignements géniaux. 31 % des étudiantes (puisque ce sont surtout des femmes) de l'Afev y viennent pour être utiles, et 3 % pour changer la société. Pourtant, être utile, n'est-ce pas changer la société ? Mais ces mots ont été vendus. La mystique du "changer la vie" grâce à l'action d'un homme politique ? Il faut être religieux et royaliste pour croire encore à ça.

6 % des étudiantes de l'Afev se déclarent militantes, 61 % se décrivent comme bénévoles… À mon époque, "bénévole" était une injure. Aujourd'hui, "militant", c'est militaire. 60 % sont proches d'une tendance politique. 56 % sont à gauche. 38 % sont "non concernés". 2 % sont dans un parti. 10 % envisagent le changement social par le politique. On peut donc dire que l'Afev est un mouvement de recherche politique. C'est aussi un mouvement d'éducation politique, car ce qui ressort aussi bien de l'enquête que des trois premiers numéros de *Volontaires,* c'est : beauté, utilité, relation. Relisez Marcuse : le plaisir pourrait être subversif, car il conteste l'utilité des choses.

Une puce sur un mammouth

Qu'ai-je entendu ici ?

Que l'Afev travaille sur des mammouths : l'école et l'université ; le travail gratuit (définition subversive : il est payé par le plaisir) ; la ville, le destin des enfants des quartiers pauvres.

Que l'Afev est une puce. Elle travaille aux marges. Une puce, car vous venez dans les amphis en disant aux étudiants "Allez dehors !". Ce n'est pas sans effet. Une puce, car vous allez en ville et vous proposez le bénévolat à côté de l'immense usine à travailleurs sociaux. Ce n'est pas rien. Une puce, car ce bénévolat s'incarne dans l'accompagnement à la scolarité de quelques enfants seulement, pour quelques heures seulement.

Que l'Afev relie trois groupes, c'est-à-dire qu'il y a trois Afev. Celle des étudiantes. Celle des salariés (c'est une entreprise autogérée). Celle des enfants et des familles. Ces relations trilatérales ne sont pas évidentes à penser. Comment les trois Afev vivent-elles ensemble ? Quelles sont leurs temporalités ? Les étudiantes sont dans l'instantané (quelques heures pendant quelques semaines pendant un an). Les salariés sont dans le temporaire (le roulement s'effectue sur quelques années). Les jeunes sont dans le durable (comme les autres gens de leur quartier).

Je voudrais pour conclure soulever quelques points.

Premièrement, l'Afev est-elle un mouvement d'éducation populaire ? ou peut-elle le devenir ? Votre secrétaire général a répondu : nous pouvons développer les manières d'associer bénévoles et familles à la réflexion des salariés, pour accoucher d'une expérience commune. Comme le disait Jacques Donzelot dans le deuxième numéro de *Volontaires* : capitaliser un savoir épars.

Cela implique la découverte des difficultés, des contraintes, des ressources. Il y a là un savoir stratégique conflictuel essentiel. C'est délicat, difficile.

La culture au travail, ensuite. L'Afev est un lieu de métissage de l'expérience bénévole et de l'expérience salariée. Ce qui se trame ici conteste l'ordre établi qui stipule que le travail n'a pas de sens, ou qu'il est indiscutable. La question du sens du travail ne se pose pas dans notre société. Or, 40 % des salariés de l'Afev se considèrent comme militants. Il y a là un moyen de négocier partiellement l'attribution du sens dans l'activité productive. De construire une économie sensée, une économie *pour* la société, non *contre* la société.

DR

Le philosophe Luc Carton.

L'Afev travaille dans les quartiers sensibles. Sensibles, ça veut dire "j'ai mal". L'Afev ne donne pas dans l'exotisme. Leur statut de relégation permet aux habitants d'apporter une contribution essentielle au débat social et politique. La mixité sociale est une conception un peu hygiéniste – ne laissons pas les pauvres entre eux, ils finissent par former des classes dangereuses. Il faudrait penser mobilité, plutôt. Mobilité de soi dans l'espace comme dans le temps.

L'Afev, enfin, comme noyau d'un réseau d'actions européennes. Nous avons besoin d'expériences communes. Nos différences sont prodigieusement menacées par le nivellement, il faut les mettre d'urgence en réseau, en échange. Mettre ensemble l'expérience des ZEP de France, de Belgique, d'Allemagne, de Grande-Bretagne… ensemble pour gagner quelques années. » ■

ANTIRACISME

Démocratie et courage

Une initiative originale et pertinente pour aller au-devant des préjugés et dépasser le cercle des antiracistes déjà convaincus.

Au départ était une préoccupation : comment mener une action éducative contre le racisme en dépassant la réunion du cercle des antiracistes convaincus ? Comment aller plus loin dans la nécessaire "dénonciation" ? Dire que le racisme n'est pas une opinion mais un délit, c'est indispensable mais pas toujours suffisant. Comment donc aller au-devant des personnes potentiellement sensibles aux discours racistes ? Le programme "Démocratie & Courage !", inspiré par les actions de jeunes volontaires allemands et mis en place en France par la fédération Léo-Lagrange fin 2002, est issu de ce questionnement.

Sexisme et homophobie

Éducation contre le racisme, contre la violence, contre le sexisme et l'homophobie, éducation à l'image contre la diffusion des préjugés… Des volontaires – étudiants, animateurs, jeunes salariés – s'engagent pour animer des journées thématiques dans les collèges, lycées, centres de formation d'apprentis ou centres de loisirs. Leurs interventions s'appuient sur des principes de pédagogie active : pas de cours magistral mais une succession cohérente d'activités ludiques, jeux individuels et collectifs (comme le "Pictionary des stéréotypes" ou la "Chaise des réfugiés"), jeux de rôles, débats, vidéos…

Les volontaires de D&C, parmi lesquels se trouvent parfois des étudiants bénévoles de l'Afev, reçoivent une formation d'une semaine puis assistent à trois journées d'intervention en classe avant de se lancer eux-mêmes, par groupes de deux – un garçon, une fille. Articulées autour du thème "Préjugé, quand tu nous tiens !" et bâties en partenariat avec les équipes pédagogiques, les interventions durent une journée entière.

Enfin, et toujours dans le cadre de D&C, la fédération Léo-Lagrange mobilise ses réseaux depuis le 15 septembre dernier autour de la "Caravane du courage" – une série de projections de films suivies de débats sur le thème "Vivre ensemble contre les discriminations".

www.democratie-courage.com

PARTENARIAT

L'Afev et la CPU signent un accord-cadre

Cette convention d'objectifs scelle la reconnaissance, par les universités, de l'action des étudiants bénévoles de l'association.

Constituée par le décret du 2 février 1971, la Conférence des présidents d'universités (CPU) a un rôle de conseil et de proposition auprès du ministre et de l'ensemble des partenaires de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Elle favorise la mutualisation des compétences en vue de moderniser les établissements qu'elle représente et contribue au débat public en offrant un lieu d'échanges et de concertation.

Pour la première fois de sa jeune histoire, la CPU a signé un accord de partenariat : le 25 septembre 2004, avec l'Afev, dans le cadre formalisé d'une convention d'objectifs pluriannuels.

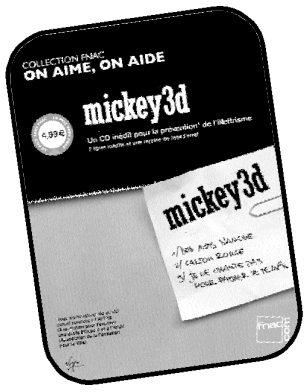
La CPU s'engage ainsi à favoriser et soutenir la mise en œuvre d'accords locaux entre l'ensemble des établissements d'enseignement supérieurs et l'Afev.

Au-delà d'un simple marquage institutionnel, cette union marque la reconnaissance, par la CPU, de l'action engagée par l'Afev et ses étudiants dans la construction de la citoyenneté, par la lutte contre les inégalités.

Évaluée annuellement par un comité de pilotage, la convention peut également constituer une forme originale de coopération entre un mouvement d'éducation populaire et ses partenaires.

L'AFEV ET LA FNAC S'ENGAGENT POUR LA PRÉVENTION DE L'ILLETTRISME

À l'occasion de son 50e anniversaire, la Fnac a publié un double numéro d'*Epok* au mois d'octobre 2004, dans lequel figure une page présentant l'action de l'Afev et invitant les étudiants à s'y engager. De plus, la Fnac met en vente un CD 3 titres du groupe Mickey3d avec une chanson parlant de l'illettrisme. Les bénéfices de ce CD seront en partie reversés à l'association.



UN LIVRE POUR RÉFLÉCHIR ET S'EXPRIMER

C'est dur de faire tenir dans un seul livre douze années d'actions, d'investissements et de regards sur l'Afev. C'est pourtant le pari que tente l'association. Construit comme une mosaïque d'expériences, de documents et de supports, ce livre édité par l'Injep sera le produit d'un travail collectif. Chaque étudiant, professionnel, acteur de l'Afev peut y participer : n'hésitez pas à apporter votre contribution (nathalie.menard@afev.org). Et rendez-vous en septembre 2005 dans les meilleures librairies !

LE MOT DE L'UN DE NOS PARTENAIRES

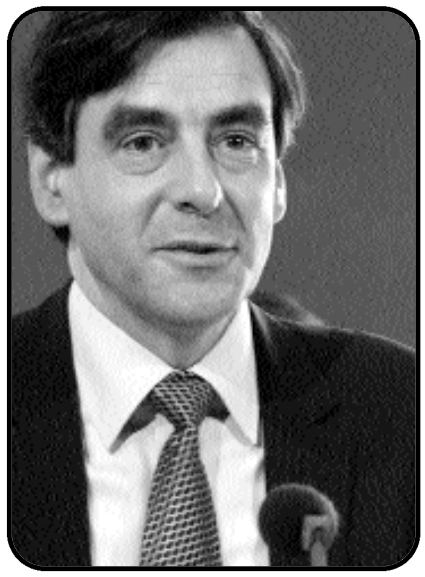
« Acteur de premier plan de la vie économique, BNP-Paribas développe depuis de nombreuses années des actions de mécénat en faveur de la culture, de la recherche médicale et de la solidarité, regroupées sous la bannière de la Fondation BNP-Paribas. Partenaire de l'Afev depuis plus de six ans, la Fondation accompagne cette association remarquable. L'implication des salariés et des volontaires de l'Afev, leur générosité, leur ambition de lutter contre diverses formes d'exclusion sont autant de qualités auxquelles la Fondation BNP-Paribas tient ici à rendre hommage. »

FONDATION BNP PARIBAS

FRANÇOIS FILLON, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

« L'engagement a une valeur formative qui peut être évaluée et validée. »

François Fillon salue le dynamisme et la capacité d'innovation des étudiants engagés dans des actions de solidarité, et s'intéresse de près à la reconnaissance de cet engagement par les universités.



Que signifie pour vous le mot "engagement" ?

C'est donner un sens à la vie, en transcendant sa propre existence. Que ce soit au service d'une grande cause ou au service de l'autre, l'engagement est un élan de générosité. Il doit être l'état d'esprit permanent de la jeunesse, mais également des autres périodes de l'existence. Cela devrait être une vertu intergénérationnelle ! Dans le monde dur, exigeant, trop souvent égoïste qui est le nôtre, la fraternité ne doit pas être uniquement branchée sur un numéro vert, mais battre dans le cœur de chacun.

Quel est votre parcours d'engagement ?

Très jeune, je me suis engagé en politique. J'ai été député à 27 ans. Il s'agissait pour moi de soutenir des convictions, de servir l'intérêt général et de défendre un idéal : celui du pacte républicain. Vous savez, on n'entre pas en politique si on ne sent pas intéressé par le sort de ses concitoyens. Âgé aujourd'hui de 50 ans, mon enthousiasme demeure présent. Je continue de me battre au service d'une certaine idée de la cité, de la vie en commun. Souvent caricaturée, parfois moquée, la politique reste noble. Elle doit sans doute être modernisée, et ceux qui l'incarnent doivent plus que jamais en être dignes, mais elle ne mérite pas tous les procès qui lui sont faits. Si par mon action je participe avec d'autres à réhabiliter la politique, et notamment auprès des jeunes, cela serait pour moi une vraie satisfaction.

« Mon objectif est de donner mieux à ceux qui ont moins. »

Je voudrais convaincre les Français que le chemin de la réforme et de la modernisation permanente est moins inquiétant pour l'avenir que le statu quo. Je suis un réformateur non par plaisir, mais par devoir. Si, dans un monde concurrentiel de 6 milliards d'individus, nous voulons garantir aux 60 millions de Français la préservation de nos valeurs républicaines, le maintien d'un système social ambitieux, celui d'une santé de qualité, d'une école et d'une université pour tous, notre pays doit s'adapter. C'est ce que j'ai fait dans mon précédent ministère avec la réforme des retraites, c'est ce que je m'apprête à faire avec la loi d'orientation sur l'École, puis avec la loi de programmation sur la recherche au printemps 2005…

À votre sens, que peut apporter la communauté étudiante à la société civile ? Pensez-vous que cette dernière connaît et reconnaît suffisamment l'engagement étudiant de solidarité ?

La communauté étudiante apporte son dynamisme, sa capacité d'innovation, sa générosité. En un mot, sa fraîcheur ! On ne peut que saluer la multitude de ces engagements. Nombreux sont les étudiants qui mettent leurs compétences et leur expérience au service des autres ou d'une collectivité. Je pense à l'aide aux devoirs, au soutien aux personnes âgées, aux prisonniers, aux handicapés, à l'accueil des étudiants étrangers, à l'animation des campus universitaires ou de la vie de quartier, à l'initiation aux nouvelles technologies en particulier vis-à-vis des plus anciens… Pour ce qui est de la reconnaissance de l'engagement étudiant, il passe selon moi par une plus grande valorisation des compétences et de l'investissement d'un étudiant dans un projet. C'est pourquoi il nous faut réfléchir au développement d'un système de validation de l'expérience et des compétences acquises. À mes yeux, l'engagement a une valeur formative qui peut être évaluée et validée.

Je note d'ailleurs avec intérêt que les établissements d'enseignement supérieur s'engagent de plus en plus dans des actions de reconnaissance et de validation des actions étudiantes. Les moyens les plus souvent retenus sont la création d'un diplôme universitaire, la création d'une unité d'enseignement optionnelle, et désormais l'acquisition de points de bonification ou de crédits avec le dispositif LMD.

D'après votre Direction de l'évaluation et de la prospective, 11 % des élèves de ZEP sont en très grande difficulté. Comptez-vous développer des actions spécifiques en leur direction ?

Attaché au principe d'égalité des chances, je ne puis me satisfaire d'un tel résultat ! Garantir l'égalité des chances, c'est notamment permettre à chaque enfant de savoir lire, écrire et compter correctement. Parce que les savoirs fondamentaux conditionnent toute la vie scolaire, j'ai placé leur apprentissage et leur maîtrise au rang de mes priorités. Mais il faut aller plus loin, en portant notamment une attention plus particulière sur les plus défavorisés. Nous y travaillons dans le cadre de la préparation de la loi sur l'École. Il faut cibler les moyens, rénover les pratiques, récompenser le mérite. Mon objectif est de donner mieux à ceux qui ont moins. ■

ÉVÉNEMENT

L'Eurotour : ensemble pour une Europe solidaire

Dans le cadre du "Global Youth Service Day" proposé par l'ONU en 2004, l'Afev a souhaité célébrer à sa manière l'élargissement de l'Union européenne en accueillant 38 jeunes des dix nouveaux États membres. Ils ont sillonné la France pendant deux semaines et partagé leurs points de vue sur l'avenir de l'Europe.

DR

Sortir des clichés, des préjugés et des fantasmes, pour comprendre ce que l'Europe représente pour chacun et faire vivre le débat.

Depuis le 1er mai dernier, nous sommes 453 millions de citoyens à partager une communauté de destin au sein d'une Union européenne élargie. Dans sa volonté de valoriser l'engagement des jeunes dans la construction d'une Europe solidaire, l'Afev a souhaité célébrer à sa manière l'élargissement de l'Union en organisant l'Eurotour : trente-huit jeunes originaires des dix pays entrant dans l'Union, un bus… et quinze jours de voyage à travers la France – de Paris à Roubaix en passant par Bordeaux, Toulouse, Lyon, Nancy, Caen ou Lille.

Promouvoir le volontariat de solidarité

L'objectif était d'abord de permettre aux jeunes de se rencontrer et de confronter leurs points de vue sur la construction européenne, leurs attentes, leurs besoins et leurs désirs. Par ce formidable échange, il s'agissait de sortir des clichés, des préjugés et des fantasmes pour comprendre ce que l'Europe représente pour chacun, et de faire vivre le débat. Du 17 avril au 1er mai 2004, dans le cadre du "Global Youth Service Day" proposé par l'ONU (voir article ci-dessous), ces trente-huit jeunes accompagnés par sept membres de l'Afev ont sillonné les routes de France. Dans les universités, les mairies, les lycées ou les quartiers, ils se sont associés à la campagne "Solidaires en Actions", à ses débats, forums associatifs, rencontres, échanges et discussions. Pour construire le vivre ensemble grâce au partage et à l'expérience commune.

Les jeunes de l'Eurotour ont été accueillis à bras ouverts par les représentants des collectivités territoriales, de l'Union européenne et des universités, et leur passage a suscité beaucoup d'intérêt de la part des médias régionaux et nationaux. Les liens forts qui se sont tissés pendant le voyage entre des jeunes de différents pays de l'Union seront des atouts pour promouvoir, à l'échelle internationale, l'engagement des jeunes dans le volontariat de solidarité.

À la veille de l'élargissement et de la fin de leur voyage, Lina, Raimonda, Marko, Liisa-Indra, Lorant, Viktorija, Tomaz et les autres participants ont rendu public un texte commun s'adressant aux jeunes Français. *« Les frontières de l'Union bougent et, avec elles, nos manières de penser le continent européen »*, écrivent-ils. *« Nous, les jeunes, croyons que notre avenir est dans la coopération au sein de l'Union. Cela se fera par le développement des échanges, l'utilisation d'une langue commune, le partage de l'histoire et de la culture de chacun de nos pays, et donc par le soutien renforcé aux programmes d'échange tels qu'Erasmus, Leonardo et le Service volontaire européen. Au-delà d'une Europe économique et politique, trouvons une place pour une Europe volontaire et engagée où les jeunes seront des acteurs de premier plan. Nous voulons œuvrer pour une Europe solidaire, tout en restant unis dans la diversité. »* ■

Le Forum réfugiés

Accueillir les réfugiés et défendre le droit d'asile : voilà la mission de cette association partenaire de l'Afev, qui développe des actions juridiques, conseille et héberge des migrants, informe le public sur la problématique de l'asile… et participe activement au débat européen.

Forum réfugiés

À Bron, le centre d'accueil pour demandeurs d'asile de l'association Forum réfugiés

Forum réfugiés est l'une des rares associations françaises dont l'objet est centré uniquement sur l'accueil des réfugiés et la défense du droit d'asile. Basée à Lyon, elle a été créée en 1982 à l'initiative de plusieurs associations qui ont choisi de lui donner un rôle spécifique dans ce domaine. Forum réfugiés a ouvert un premier centre d'hébergement dès 1983 avec une équipe de cinq salariés. Puis son champ d'action s'est élargi au fil du temps aux questions juridiques et à l'accueil, avec le souci d'accompagner le plus complètement possible ceux qui circulent sur la "chaîne" de l'asile. Elle est aujourd'hui une association importante de ce secteur. Elle compte un effectif de quatre-vingt-dix salariés, plus une cinquantaine de stagiaires et une quinzaine de bénévoles, et offre une gamme de services diversifiés.

L'association propose des prestations en direction des demandeurs d'asile qui ne bénéficient pas d'un hébergement en centre d'accueil. Ainsi, Forum réfugiés fournit des conseils juridiques et administratifs et assure un service de domiciliation postale pour plusieurs milliers de personnes afin de faciliter leurs démarches pour éclairer une réglementation particulièrement complexe. L'association gère le fonctionnement de plusieurs centres d'hébergement dans l'agglomération lyonnaise, et est à ce titre en charge du suivi de plus de six cents personnes en continu. Forum réfugiés est en outre fréquemment mobilisé pour faire face à des opérations d'accueil d'urgence : réfugiés du Kosovo en 1999, réfugiés Kurdes de l'East Sea en 2001…

Opérations d'accueil d'urgence

Forum réfugiés mène une politique active d'information sur la problématique des réfugiés : journal trimestriel, site Internet, rapport annuel sur l'asile, communiqués de presse, sessions de formation, interventions lors de colloques… Son rôle de défense du droit d'asile se traduit également par des actions contentieuses et par une participation à des travaux de recherche et d'études sur la problématique de l'asile et des réfugiés.

Enfin, par son adhésion au réseau ECRE (European Council on Refugees and Exiles), Forum réfugiés étend dorénavant son champ d'intervention dans le débat au niveau européen.

www.forumrefugies.org

Volontaires du monde

Du 15 au 17 avril, les jeunes bénévoles du monde entier sont invités à célébrer leur engagement au cours de forums, de débats, de fêtes… L'Afev a été désignée par l'ONU pour piloter l'opération en France.

Le Global Youth Service Day est une initiative de l'ONU réalisée dans 120 pays dans le monde en 2004, qui vise à reconnaître et promouvoir le rôle et la place des jeunes dans la société. L'Afev est l'agence nationale organisatrice pour la France.

Pendant trois jours en avril, les jeunes volontaires bénévoles engagés dans des actions solidaires et citoyennes se mobilisent au cours de forums, débats, salons, fêtes ou concerts. Pour faire connaître leurs actions de solidarité à d'autres jeunes et au reste de la société. Pour inciter d'autres jeunes à s'engager à leur tour. Pour agir concrètement dans de multiples actions de solidarité sur différents secteurs (environnement, éducation, social, culture…).

L'édition 2004, un coup d'essai réussi

Pour la première fois en France, en avril 2004, plus de 350 événements ont été organisés dans 100 villes, avec 200 partenaires. Plus de 200 élus et personnalités et 100 000 jeunes y ont participé. En 2004, l'accent a été mis sur l'Europe et l'élargissement (voir l'article ci-dessus).

2005 : l'événement prend son envol

Placé sous la responsabilité de l'Afev, le comité national de coordination est en charge de la promotion et de l'organisation générale de l'événement par la mobilisation et l'implication des groupes et des réseaux des différents membres de ce comité. Beaucoup d'organisations ou d'institutions ont décidé cette année, pour être plus fortes et plus visibles, pour impulser et créer des synergies, de mener leur campagne nationale de valorisation de l'engagement des jeunes dans le cadre du Global Youth Service Day, en avril 2005. À travers toute la France, ce sont donc des centaines d'opérations qui s'organisent avec des milliers de jeunes : des forums, pour faire connaître les multiples possibilités d'engagement offertes aux jeunes ; des débats, pour échanger avec les élus sur la solidarité et sur la place et le rôle des jeunes dans la société ; des opérations concrètes de solidarité, les "récré'actions", pour ne pas faire qu'en parler ; des cérémonies, rencontres, remises de prix, pour remercier ceux qui s'engagent ; des fêtes et des concerts, pour la convivialité.

GLOBAL YOUTH SERVICE DAY

Et des campagnes régionales, un grand rassemblement national pour parler de jeunes et d'engagement, des conférences de presse de lancement… sans oublier les deux semaines de "Solidaires en Actions" organisées par l'Afev (voir brève en p. 8).

Et vous, vous faites quoi en avril 2005 ?

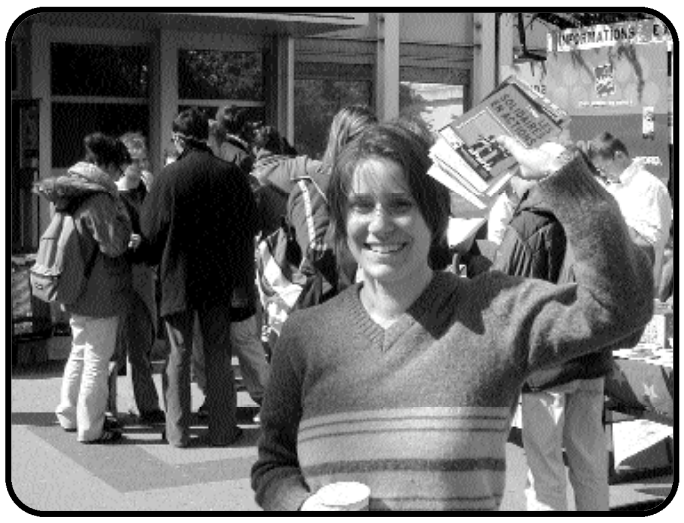
www.gysd.net

PORTRAITS

Aller plus loin dans l'engagement

Association loi 1901, l'Afev est dirigée par un conseil d'administration (CA) de dix-huit membres dans lequel siègent des étudiants engagés au niveau local. Nouvellement élues au CA, Kathrin Kirrmann et Amel Seddiki racontent leur parcours de bénévole, leur investissement dans les activités de l'association et leurs projets à venir.

Kathrin – étudiante allemande en langues étrangères appliquées à Paris



DR

« À ma rentrée en deuxième année de langues étrangères appliquées, en 2004, j'ai vu les affiches de l'Afev et j'ai tout de suite eu envie de m'engager. Le bénévolat m'a toujours beaucoup apporté et j'avais très envie de rencontrer des étudiants sur Paris. Après la réunion d'information, je me suis rendue dans la structure où j'allais effectuer mon accompagnement. J'ai été accueillie très chaleureusement et le courant est tout de suite très bien passé, un échange fort en émotions.

En participant aux forums associatifs et aux débats des "Solidaires en Actions" *[voir brève ci-contre],* je me suis intéressée à l'élargissement de l'Union européenne et à ses enjeux. Mon intérêt s'est encore accru avec la venue du bus de l'Eurotour *[voir p. 7]* : l'occasion de rencontrer des étudiants des dix nouveaux pays entrants venus passer quinze jours en France.

Par la suite, les salariés de l'Afev m'ont proposé de faire partie du conseil d'administration de l'association. Mon siège au CA me permet de donner mon opinion et d'être au courant des divers projets. Dans ce cadre, je vais m'investir dans les "Solidaires en Actions" 2005, qui sont pour moi l'occasion de participer à diverses actions citoyennes de solidarité, de prendre part à un mouvement commun de jeunesse, de rencontrer d'autres jeunes et de s'amuser tout en se rendant utile.

Lors de la dernière université d'été, j'ai pu rencontrer des bénévoles de toute la France. C'est très enrichissant de pouvoir parler avec d'autres bénévoles. Les débats et rencontres sur le projet de l'Afev et l'utilité sociale m'ont donné envie de poursuivre mon engagement. » ■

Amel – étudiante en licence de mathématiques et informatique à Lens (Pas-de-Calais)

DR

« Mon engagement à l'Afev est lié à l'histoire que j'ai vécue. Cette histoire débute dès l'école primaire, où j'ai eu de grosses difficultés dans le domaine scolaire. À ce moment-là, mes parents ont été d'un grand secours. Ce fut un travail très long et de tous les jours. Par la suite, du fait de l'aide qui m'a été apportée, j'ai pu passer avec succès tous les diplômes nécessaires à réaliser mes projets professionnels en passant par des études universitaires. Durant ce parcours, j'ai pu faire l'expérience d'un soutien scolaire qui avait été mis en place entre élèves de la même classe ou du même niveau. Dans ce même établissement, où moi je réussissais, j'ai pu voir que d'autres n'avaient pas les mêmes facilités et que peut-être on pouvait s'entraider : c'est ainsi que j'ai entendu parler de l'Afev. Ce fut pour moi l'occasion de concrétiser un souhait déjà fait dès le collège. Maintenant voici deux ans que j'effectue ce bénévolat avec de plus en plus de satisfaction.

Je me suis investie dans la campagne des "Solidaires en Actions", qui s'est déroulée en trois temps : plusieurs rencontres avec des lycéens lensois afin de débattre du rôle des députés européens, un forum associatif à l'IUT de Béthune suivi d'un débat sur le système européen de l'enseignement supérieur, et une conférence-débat à Dunkerque sur l'Europe et les jeunes.

Je me suis engagée au conseil d'administration afin de mieux connaître l'association au niveau national et d'en faire profiter au niveau local en termes d'idées d'action, de moyens disponibles et de possibilités d'échanges avec les autres pôles de l'Afev en France.

Dans ce cadre, j'ai choisi de participer aux "Solidaires en Actions". Je souhaite que le choix des activités et leur organisation soient le projet des étudiants et des enfants plutôt que de celui des permanents de l'Afev afin que les enfants s'en imprègnent mieux, car on s'intéresse plus à ce que l'on choisit qu'à ce que l'on consomme.

Je vais également m'investir dans la réalisation d'un livre, qui fera le bilan de l'action menée par l'Afev en intégrant tous les acteurs de l'association : les étudiants bénévoles, les enfants et leurs familles, les permanents salariés et nos partenaires. » ■

– ESPACE ÉTUDIANTS –

LES SOLIDAIRES EN ACTIONS

L'édition 2005 des "Solidaires en Actions" organisée par l'Afev célébrera l'engagement social et solidaire des jeunes en France et en Europe. Elle se déroulera du 1er au 15 avril autour de trois axes : des débats, des initiatives étudiantes et des temps festifs.

Pour préparer cet événement, l'Afev organise en février un grand rassemblement de tous les volontaires étudiants porteurs de projets de solidarité. Pour y participer, tu peux contacter Élise Renaudin au 01 40 36 01 01, ou par mail à elise.renaudin@afev.org

Pour la deuxième année consécutive, les "Solidaires en Actions" sont labellisés Global Youth Service Day par l'ONU (voir p. 7).

PARTICIPER AU COMITÉ DE RÉDACTION DE *VOLONTAIRES*

Si tu souhaites participer à la rédaction des pages locales de l'Afev et y faire connaître les initiatives étudiantes de ta région, tu peux contacter Élise Renaudin au 01 40 36 01 01, ou par mail à l'adresse elise.renaudin@afev.org

BOURSES DÉCLIC JEUNES

Une vingtaine de bourses de 7 600 euros sont attribuées chaque année pour aider des jeunes de 18 à 30 ans à développer un projet, achever un travail, poursuivre une recherche dans les domaines de l'art, l'artisanat, les sciences, les techniques, la culture, l'action sociale, l'humanitaire, l'environnement… Tu peux consulter le site de la Fondation de France (www.fdf.org) pour plus d'informations.

PRIX CULTURE ACTIONS

Plus de 1 000 projets dans les domaines de la culture et de l'engagement sont soutenus chaque année par le réseau des CROUS. Cette année, à l'occasion des 50 ans du CNOUS, les projets de solidarité sont tout particulièrement à l'honneur.

Pour plus d'informations, contacte le service culturel du CROUS de ta région ou le département culturel du CNOUS (6, rue Jean-Calvin – 75005 Paris – Tél. : 01 55 43 57 63 – Site web : www.cnous.fr).

Je souhaite entrer en contact avec l'Afev…

Coupon-réponse à retourner à l'Afev – 26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris (ou par mail à pole.national@afev.org)

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

Université / école : .....

Niveau d'études : ..... Filière : .....

Après réception de ce coupon, un coordinateur de l'Afev te recontactera dans les quinze jours et, au cours d'une réunion avec d'autres étudiants ou lors d'un échange individuel, te présentera les différentes possibilités d'action. C'est à ce moment que s'élaboreront les modalités propres à ton intervention. Tout au long de l'année, tu bénéficieras de l'appui d'une équipe, et d'une formation adaptée.

Volontaires ! n° 4
publié par l'Afev
26 bis, rue de Château-Landon
75010 Paris
Tél. 01 40 36 01 01
pole.national@afev.org
Directrice de la publication
Anne Korobelnik
Conception et réalisation
Matthieu Crocq
Élise Renaudin
Tanguy Tollet
Impression
Centr'imprim
36100 Issoudun
Dépôt légal à parution
ISSN